

## Les conditions d'une paix durable en Europe du sud-est

Patrick SIMON  
*Membre du bureau national  
Du Mouvement de la Paix*

### 1. Balkans : les stratégies fatales

Quelquefois loin de l'actualité immédiate, les populations civiles dans les Balkans, en Europe du sud-est aspirent aujourd'hui à la paix et à la justice. Des femmes et des hommes vivent encore dans leurs chairs les affres de l'horreur ou de la douleur. Le sang ne se coagule pas aussi vite que l'on croit. Et maintenant la question essentielle devient « comment vivre au quotidien, comme s'intégrer dans le reste de l'Europe ? » Et ce, quand bien même l'histoire des Balkans nous confronte également à d'autres questions de géostratégie (enjeux européens et confrontation avec l'Orient, avec des manœuvres de l'Allemagne, de la France, de la Turquie, des USA, de l'OTAN notamment), de concurrences économiques (Slovénie, Croatie / Union européenne / USA).

Aujourd'hui, avons-nous dans cette région les conditions réunies pour une paix durable ?

Après une période de crise économique et politique dans les années quatre-vingt, la montée des nationalismes en Croatie, Serbie et Slovénie enclencha le début de l'éclatement de la Fédération yougoslave. La construction des états sur des bases ethniques exclusives est source de guerre. Quand la Slovénie, puis la Croatie se séparèrent unilatéralement de la fédération la guerre commença en 1991. La société multiethnique en Bosnie-Herzégovine vola en éclat à son tour en 1992. Les Accords de Dayton mirent fin à ce conflit en novembre 1995. Mais toute la région du sud-est européen resta encore très instable. A Mitrovica ou au Monténégro, en Serbie du sud ou au Sandjak, en Macédoine ou en Voïvodine, une explosion restait de l'ordre du possible, sinon du probable. C'est dans ce contexte qu'après dix années de brimades et d'atteintes aux droits

sociaux et politiques, une nouvelle guerre éclata dans la province du Kosovo en 1998-1999 jusqu'aux frappes de l'OTAN contre la République Fédérale Yougoslave (R.F.Y) C'est également dans ce contexte qu'en 2001, les indépendantistes albanais commencèrent les attaques contre les forces militaires de la Macédoine restée jusqu'alors en dehors des conflits.

### 2. Balkans : les tragédies banales

Début 2002, la situation reste à bien des égards difficile.

Et il n'en reste pas moins que ce sont les populations civiles de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Serbie, du Kosovo, de Macédoine, notamment, qui en sont les victimes. Du tir des "snipers" aux bombardements, des destructions de villes ou de villages aux massacres ethniques, en passant par les viols, ce sont toujours des enfants, des femmes et des hommes qui vivent au quotidien ces guerres, qu'elles soient civiles, ethniques ou autres.

Exode et déplacement au gré des conflits :

Depuis 1991 ce sont des millions de yougoslaves qui fuient les guerres dans les Balkans. Ainsi, en Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1995 sur les 4,350 millions d'habitants ce sont deux millions qui durent partir de chez eux. En 1999, les Kosovars ont fui le Kosovo vers la Macédoine. Puis à la fin de la guerre, ce sont 200.000 Serbes et Roms qui prirent l'exode. Deux ans plus tard ce sont d'autres Kosovars qui fuient la Macédoine vers le Kosovo... Les Accords de Dayton avaient prévu en 1995 le retour des réfugiés bosniaques (un million de réfugiés répartis dans 25 autres pays et un million de déplacés

dans les autres républiques de l'ex-Yougoslavie) A peine 32.000 étaient revenus fin 1999. Très peu réussissent ce retour. D'abord parce que le pays survit surtout par l'aide internationale. Mais ce n'est pas un bien du fait que cette "perfusion" laisse son autonomie économique encore à terre. Le chômage est endémique. La reconstruction se fait difficilement et sans programme d'ensemble. Des régions du pays en sont presque exclues. Le retour des clans comme l'absence d'une véritable vie économique favorisent les activités souterraines, voire mafieuses. La crise bat son plein. Seule la présence de 21.000 hommes des forces d'interposition de l'OTAN (la SFOR) évite des affrontements majeurs en Bosnie-Herzégovine. Mais régulièrement des affrontements surgissent encore trop souvent, comme à Banja Luka début 2001. Et il en est de même au Kosovo où ce sont 45.000 hommes de la KFOR qui tentent d'assurer la sécurité dans une province qui n'a toujours pas de réel statut (toujours dans la R.F.Y mais sous protectorat international) Le retour des réfugiés est également difficile parce que la guerre a laissé encore beaucoup de traces. Ceux qui sont restés voient d'un mauvais œil ceux qui ont dû fuir et qui tentent de revenir. Ici on brûle une maison pour les empêcher de rentrer. Là on ne sait pas où rentrer puisque sa terre appartient maintenant à un autre parce que le territoire a changé de main ou de maître. Les réalités pluri-culturelles ont la vie dure et semblent peu à peu disparaître.

Poudrière ou non de l'Europe, les Balkans sont aussi le miroir de notre continent dans le choix entre culture de guerre et culture de la paix pour résoudre les conflits.

### **3. Balkans ou Europe du sud – est ?**

Fin 2001, une délégation du Mouvement de la Paix (France) s'est rendu sur place pour refaire le point avec ses partenaires de la société civile.<sup>1</sup>

Trente-deux organisations ou structures ont été rencontrées par notre délégation entre le 29 novembre et le 12 décembre 2001. Ces

rencontres ont eu lieu à Zagreb (Croatie), Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), Podgorica et Cetinje (Monténégro), Novi Sad, Tresnjevac, Backa Palanka, Zrenjanin (Voïvodine) et Belgrade (Serbie).

Qu'en est-il donc de la situation dans les différents états et régions où notre délégation s'est rendue ? Voici comment on pourrait la caractériser brièvement.

#### **Croatie**

La population croate semble surtout préoccupée par le projet d'entrée dans l'Union européenne. Cependant, et bien que cet objectif soit très fort, l'idée largement partagée par nos interlocuteurs est qu'il ne faut pas tout attendre de l'extérieur mais qu'il convient de reconstruire soi-même le pays.

La question du retour des réfugiés est très sensible et souvent la nécessité de stabiliser la situation économique et sociale de la population locale est mise en avant en tant que préalable. Le Président Tudjman qui a procédé à l'implantation de catholiques dans des zones auparavant multiculturelles n'a pas facilité ce projet au sein des populations. Les rapports entre Croates et Serbes restent conflictuels malgré les discours officiels. En Croatie, il y avait environ 20 % de Serbes. Il n'en reste plus que 2 à 3 %. De même, les événements du 11 septembre 2001 ont ravivé un sentiment de rejet vis-à-vis des populations musulmanes.

Les droits des femmes demeurent un moteur pour l'activité de la société civile.

#### **République serbe de Bosnie :**

Une ambiance lourde se fait sentir. Certaines aberrations sont symptomatiques d'une sorte de vide institutionnel. Par exemple, avec un visa pour la RFY, et alors que l'on ne dispose pas de visa bosniaque, on peut se voir accorder une entrée dans cette zone par les policiers de la République serbe ; ce qui revient à dire qu'ils se moquent éperdument des lois de la Bosnie-Herzégovine et d'autre part qu'ils se réfèrent à l'application des lois de la RFY.

<sup>1</sup> Délégation composée de Déa Réty et Patrick Simon

D'autres aberrations, plus graves encore, témoignent d'un non-respect total du droit international, affiché, pour ainsi dire, avec fierté. C'est ainsi que, dans un café près de Foca, des portraits de Mladic et Karadzic sont exhibés sans la moindre dissimulation.

Le désir d'effacer les traces d'une histoire encore mal assumée est omniprésent. La plupart des indications en lettres latines sur les bâtiments publics et les poteaux indicateurs ont été grossièrement arrachées ; n'ont été conservées et/ou mises à la place que des inscriptions en cyrillique.

Le salaire mensuel moyen dans cette république est d'environ 290 DM.

### **Fédération croato-musulmane de Bosnie-Herzégovine**

Alors que de nombreuses usines sont à l'abandon, des voix s'élèvent pour dire que cette situation est maintenue dans le but que ces entreprises soient par la suite cédées pour une bouchée de pain aux investisseurs étrangers ou à ceux qui se sont enrichis pendant les années de guerre.

La BiH était exportatrice dans de nombreux domaines : charbon, sel, fer, transformation du bois, électromécanique, machines à commande digitale, chimie, véhicules et armement.

Le pays vit aujourd'hui d'économie de subsistance. La monnaie du pays a été remplacée par le DM convertible et l'incertitude demeure quant à l'arrivée de l'Euro. Aucune sensibilisation visible n'est faite à ce sujet, contrairement à ce qui se passe au Monténégro ou en RFY.

Le salaire mensuel moyen est actuellement d'environ 430 DM. Le chômage est évalué à 60 %. Un enseignant ayant 36 ans d'ancienneté touche une retraite de 237 DM.

Actuellement sont encore recensés vingt milles disparus dont la moitié à Srebrenica mais bon nombre de nos interlocuteurs insistent sur le fait qu'il faut prendre en compte tous les disparus, et non seulement ceux qui sont médiatisés.

Il semble également que la multiplication des mosquées nouvelles dont l'architecture n'est pas inspirée de l'architecture locale mais est copiée sur celle d'Arabie Saoudite soit plutôt mal vécue.

La réconciliation repose sur la reconstruction économique et le rétablissement du dialogue entre les communautés et du dialogue inter-religieux.

### **Monténégro**

Bien que non touché directement par les guerres, la région a subi les mesures d'isolement international. Le pays est en transition. L'enjeu majeur est le renforcement de la vie démocratique qui ne peut pas se faire sans une large participation des femmes à la vie publique. La situation des femmes et des enfants est emblématique de ce qui se passe dans la société. Ainsi, à titre d'exemple, une militante nous indique que le moyen contraceptif le plus employé reste l'avortement. Une attention particulière est accordée au développement d'un système éducatif et universitaire indépendant de la RFY.

Lutter contre la corruption est primordial mais il apparaît tout aussi important de mener à bien un travail sur la citoyenneté.

Un parlementaire du SDP, Ranko Krivokapic (membre de la coalition au pouvoir et membre du comité pour les droits humains) estime qu'il faut d'abord " construire le toit avant de meubler ". Et il ajoute que tant que le Monténégro ne sera pas souverain, il n'entrevoit pas la possibilité d'un vrai travail de structuration de la société.

Certains nationalistes se disent prêts à la guerre si la Serbie refuse la souveraineté du Monténégro. Ils espèrent l'appui des USA et de la Communauté européenne (ce qui ne semble pas acquis compte tenu des dernières déclarations de Javier Solana et de Jacques Chirac venus en RFY début décembre 2001)

Le salaire mensuel moyen est d'environ 250 DM et la classe moyenne est inexistante.

Le code pénal monténégrin permet de traduire des citoyens monténégrins devant le TPIY. Une association monténégrine, le CEDEM<sup>2</sup> organise des séminaires avec des magistrats et des avocats sur les questions du droit individuel, celles du jugement équitable, de la coopération avec le TPIY et sur des systèmes de défense devant une telle juridiction.

### **Voïvodine**

Une attention particulière est portée sur le dialogue inter ethnique et inter-religieux compte tenu de la coexistence de nombreuses communautés (26 dénombrées officiellement) et de frontières avec la Hongrie, la Roumanie et la Croatie. Du fait des nombreuses migrations en cours, le recensement est encore aléatoire.

La démilitarisation de la région semble être une priorité car de trop nombreuses troupes séjournent en Voïvodine, y compris des groupes paramilitaires.

La région est en phase de transition mais la lenteur des réformes nécessaires pèse encore lourdement, d'où le souhait d'une plus grande autonomie vis-à-vis de Belgrade.

La situation des rivières polluées par les industries mobilise plusieurs associations écologistes, ce qui marque un souci environnemental.

### **Serbie**

Le départ de Milosevic ouvre de nouvelles perspectives, avec à la fois une volonté d'entrer dans l'Union européenne en construction et de mettre en place des réformes nécessaires pour faire redémarrer l'économie et la vie sociale.

Le pays semble sortir d'une longue période d'autisme et il va falloir mobiliser beaucoup de ressources.

La priorité est donnée à la situation économique et sociale de la population car une grande pauvreté existe (70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté)

L'économie est détruite. Une étude fait apparaître un fort taux d'illettrisme, en particulier dans les zones rurales du sud de la Serbie. Selon certaines estimations, celui-ci atteindrait 30 % alors que 5 % seulement de la population posséderait un niveau universitaire.

Les réformes les plus attendues sont relatives à la justice, à la police, aux médias et à la constitution. Il sera également nécessaire de revoir les manuels d'histoire jugés par les démocrates comme étant de véritables manuels militaires préparant à la guerre. De même des projets sont à l'étude pour développer une alternative à l'institution académique.

Un sentiment négatif existe encore envers les minorités, ainsi que la persistance d'attitudes xénophobes et nationalistes. Une méfiance de tout ce qui vient de l'occident est encore très présente, résultat des propagandes antérieures alors qu'il est urgent de faire face à l'histoire. Tout cela n'est pas facile et le processus de réformes sera nécessairement long. Pour le moment, le sentiment général est surtout que Milosevic a perdu la guerre. Le chemin est donc long avant de pouvoir regarder l'histoire en face.

### **Pour l'ensemble de la région**

Et si l'on regarde la situation pour l'avenir, que voit-on ? Pour les jeunes générations qui n'ont connu que la guerre il ne reste que des pays exsangues. Quand on les croise dans les rues, ils déambulent sans trop espérer dans l'avenir. Du monde, ils n'en ont que l'image de l'image. " Mc Donald " et " Nike " sont les seuls mots qui font briller leurs yeux. Ils n'arrivent pas à fuir ou à faire semblant de reconstruire. Les cultures ancestrales ou contemporaines laissent peu à peu la place à la culture du cynisme ou déshumanisée. Les populations se soignent peu à peu de leurs plaies ouvertes. Et pour vivre vraiment ensemble il faudra, à la fois reconstruire des ponts dans tous les sens du terme mais aussi trouver les outils d'une véritable cicatrisation. Ainsi il faudra rendre justice suite aux crimes contre l'humanité, et

---

<sup>2</sup> CEDEM : Centre pour la Démocratie et les Droits humains

non pas seulement donner satisfaction aux seuls désirs du Tribunal Pénal International. Il faudra aussi faire œuvre de mémoire collective pour résoudre les questions de nationalités et de droits et devoirs des différents peuples. Il s'agira enfin de partir du principe kantien que « Le droit des hommes doit être tenu pour sacré, quel que soit le sacrifice à payer par la puissance souveraine. »

Mais en est-il encore temps quand on constate que, d'accords en accords de paix, les partages des territoires deviennent des zones de plus en plus homogènes d'un point de vue confessionnel ou linguistique. Et ce malgré l'attachement à la terre, au « pays » qui prévalait jusqu'alors. Les reconstructions pluriculturelles risquent de devenir les exceptions dans des pays fragmentés.

Les populations de l'Europe du sud-est ont besoin de paix et de coopérations économiques entre elles avant de pouvoir imaginer les modalités de nouveaux échanges avec le reste de l'Europe. Mais est-ce cela qui s'annonce avec les projets venant de l'extérieur ?

En 1999 à Sarajevo la conférence au sommet a promu le Pacte de Stabilité pour l'Europe du sud-est. La conférence au sommet de Zagreb en 2000 a été consacrée au rapprochement des pays des Balkans de l'ouest avec l'Union Européenne (UE) mais on n'a pas parlé d'Europe du sud-est. Il est clair que les pays des Balkans sont désormais davantage intéressés par un rapprochement individuel avec l'UE qu'avec les autres pays des Balkans comme cela figure dans le programme du Pacte de Stabilité.

#### **4. Situation de la société civile**

La société civile se trouve également mise à l'épreuve en Europe du sud-est. Définie comme étant l'ensemble des rapports individuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, qui se déploient dans une société donnée, en dehors du cadre et de l'intervention de l'État (bref toute la société sauf l'État), il s'agit de voir comment elle va pouvoir se comporter dans la situation d'aujourd'hui qui ne ressemble guère à l'avant-guerre.

Avant la guerre, la société civile yougoslave était très liée aux organisations plus ou moins gouvernementales ou de la Ligue des communistes yougoslaves.

Pendant la guerre elle s'est surtout reconstituée autour de projets humanitaires ou de sauvegarde des droits humains. Il s'agissait de venir en aide aux réfugiés ou déplacés et aux victimes de la guerre, notamment les femmes et les enfants. Il fallait réparer les traumatismes subis. Puis quand une guerre est finie, cette société civile doit se reconstruire et réapprendre les mécanismes d'une action collective pour être effectivement des contre-pouvoirs et des instruments de la démocratie. Mais elle se doit aussi d'être pragmatique, surtout quand les organismes internationaux tentent de les instrumentaliser. Par ailleurs, les ONG dans les différents pays issus de l'ex-Yougoslavie se font encore concurrence et ne sont pas exempts d'arrière-pensées entre elles selon l'origine confessionnelle ou linguistique. De plus, elles sont aussi confrontées aux nouvelles lois trop souvent élaborées par les nouveaux gouvernements sur des bases nationalistes.

Par ailleurs on a l'impression que s'opère un véritable laboratoire d'idées sur les principes de « bonne gouvernance ». On assiste à une politique d'État minimum qui va calquer ses principes de gestion de la société sur les modèles de gestion privée des entreprises transnationales. Ceci est significatif dans les directives d'organismes de plus en plus indépendants des états nations comme la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International qui s'activent autour des nouveaux états issus de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. Quant à la société civile, à elle de trouver des solutions aux problèmes concrets et sociaux que rencontrent les populations.

Il s'agit, ni plus ni moins, d'un nouveau partage des tâches.

A l'État une politique où « L'administration publique a pour mission non pas de servir l'ensemble de la société, mais de fournir des biens et des services à des intérêts sectoriels et à des clients consommateurs, au risque d'aggraver les inégalités entre les citoyens et entre les régions du pays » (Ali Kazancigil, directeur de la division des sciences sociales,

de la recherche et des politiques, à l'Unesco, dans la Revue Internationale des sciences sociales, Unesco, Paris, numéro 155, mars 1998).

A la société civile et aux Organisations Non Gouvernementales en particulier de prendre en charge les questions sociales et de solidarité, accompagnant ainsi tant les méfaits de la mondialisation des marchés que des guerres. Officiellement il s'agit de permettre aux faibles et aux oubliés de la société de se faire entendre.

En réalité, les programmes que veulent mettre en place les ONG ont besoin de financements externes. Aussi il faudra bien sûr s'ajuster aux critères et procédures de validation des organismes financeurs qui échappent le plus souvent aux instances démocratiques. La société civile évolue alors dans les sphères de l'intérêt général et du non-lucratif qui implique d'être reconnu par d'autres pour recevoir des subsides. D'où une définition intéressante du rôle de la société civile qu'a donné A. Najam, sociologue et économiste américain du Massachusetts Institute of Technology (« Understanding the Third sector : revisiting the Prince, the Merchant and the Citizen », Non-profit Management and leadership, volume 7, MIT Cambridge, 1996) : « Le modèle de la société civile, domaine du Citoyen à travers ses regroupements et, en tout premier lieu, ceux qui occupent une place essentielle, les associations, dont les actions sont généralement financées par les contributions volontaires (qui ne ressortissent donc pas du domaine du Prince - l'État - ) visent souvent à une certaine redistribution de biens (qui transcendent le domaine du Marchand), sont attachées à la défense des intérêts de leurs membres, partagent des valeurs au sein d'espaces de libre débat (au risque de se trouver en conflit avec le Prince et le Marchand) »

Et enfin aux experts du secteur marchand des sociétés transnationales de bien expliquer leurs besoins aux uns et aux autres afin de sécuriser leurs investissements.

Moins importe la sécurité des populations !

La façon de conduire le Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est est symptomatique de cette

nouvelle division du travail. Avant de permettre à la société civile de devenir des lieux de contre-pouvoir et de critique démocratique, il lui faut des moyens de subsistance dans une société elle-même encore fortement assistée. Pour cela, nous constatons que celle-ci s'implique là où les responsables du Pacte (l'Union européenne en l'occurrence) lui disent de s'impliquer. Ainsi, dans le Pacte composé de trois domaines :

-Table 1 : Démocratisation et droits de l'homme

-Table 2 : Reconstruction, développement et coopération économique

- Table 3 : Sécurité.

Seule la première serait accessible aux ONG et encore, dans le cadre de programmes très détaillés par avance.

C'est pour toutes ces raisons qu'aujourd'hui, la question centrale est de permettre aux populations de l'Europe du sud-est de travailler à la reconstruction économique, sociale et politique de leurs pays, dans des frontières reconnues ; de permettre aux citoyens d'être vraiment partie prenante des choix de développement et de l'institution d'une société civile pluraliste et démocratique.

Il y a urgence. Il y va de l'avenir de tous les pays des Balkans que cette logique d'épuration ethnique prenne fin et que d'autres logiques, fondées sur la reconstruction du lien entre les communautés soient résolument engagées. Il est grand temps que l'ONU et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe reprennent l'initiative et que les sociétés civiles puissent apporter vraiment leur contribution face à une grave crise qui dure depuis trop longtemps dans cette région d'Europe.

La société civile en Europe du sud-est se reconstitue peu à peu et les organisations pacifistes ou de défense des droits humains développent des actions qui concernent l'ensemble des ONG européennes. Il apparaît ainsi des points de convergences et des projets

pourraient être mis en œuvre autour des questions suivantes<sup>3</sup> :

- Le désarmement et la co-sécurité sur l'ensemble du continent européen. Pour ce faire, il conviendrait d'accorder une attention particulière à la question de la démilitarisation du bassin méditerranéen, au contrôle civil des armées, à la diminution des dépenses d'armement, à l'objection de conscience et à la démilitarisation des consciences ; il conviendrait également de faire le nécessaire afin que l'Union européenne et l'OSCE prennent en compte les attentes et les propositions émanant de la société civile ;
- La promotion d'une culture de la paix et de prévention des conflits. Pour ce faire, il conviendrait de mettre en place des projets d'éducation et d'échanges d'expériences à destination notamment de la jeunesse et des populations soumises aux pressions des nationalismes ou des intégrismes religieux de tous bords. C'est ainsi que le développement d'une stratégie contre les replis identitaires qui permettrait la reconstruction des ponts entre les hommes, condition *sine qua non* du co-développement, représenterait un des préalables de la promotion d'une culture de la paix. De même une attention particulière doit être portée sur ce qui se passe au Monténégro où un référendum en faveur de la souveraineté risquera de déclencher un nouveau conflit si les conditions de règlement pacifique ne sont pas créées avec la Serbie.
- Le soutien sans réserves aux initiatives visant à faire respecter les droits humains comme les initiatives visant à poursuivre en justice de manière effective les criminels de guerre toujours en liberté. Et cela pose la question récurrente du droit international sous la responsabilité des Nations-Unis, ainsi que celle d'une Cour pénale internationale dont les USA ne veulent toujours pas.

---

<sup>3</sup> sur les pages suivantes un tableau fait le récapitulatif de ces préoccupations.

### 5. Synthèse des préoccupations des ONG rencontrées<sup>4</sup> en Europe du sud-est

Préoccupations et priorités	Croatie	Bosnie-Herzégovine	Monténégro
- Rapports entre les républiques ou régions issues de l'ex-Yougoslavie	- Processus de “ vérité dialogale ” selon Vesna Terselic sur le passé et sur tous les criminels - Dénoncer les nationalismes - Activité de médiation entre les communautés	- Arrêter les criminels de guerre pour faciliter le travail de réconciliation - Développer le dialogue inter-religieux	- Volonté générale d'aboutir à la souveraineté (un référendum est prévu en avril 2002) et souhait que cela se fasse sous la forme d'un compromis avec la Serbie
Contrôle civil de l'armée et projet de démilitarisation	- Contribuer au travail législatif pour un contrôle civil de l'armée	- Permettre l'objection de conscience et réduire la durée du service militaire	- Initiative sur l'objection de conscience
Droits humains	- Le retour des réfugiés et déplacés est soumis à la condition d'une vie économique et sociale stabilisée - Lutter contre les discriminations et les violences domestiques est une priorité qui favorisera le combat pour les droits humains en général	- Grande préoccupation concernant la question des disparus - Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes - La défense des droits des femmes développera une logique globale de défense des droits humains - Organisation de centres d'études indépendants des pouvoirs.	- Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes (une fille sur trois) - Une action de solidarité se mène autour des 700 réfugiés et déplacés.
Participation de la société civile à la vie publique et aux questions de développement.	- Favoriser les tendances démocratiques - Rester vigilant quant au retour éventuel des nationalistes, dénoncer les pratiques mafieuses. - Politique des petits pas pour contribuer au travail législatif sur des bases de défense des droits humains et d'une culture de la paix. - Admettre que les solutions ne pourront pas venir de l'extérieur.	- Environ 60 % d'ONG créées dans des actions d'urgence ont disparu et/ou leurs actions n'ont pas actuellement de lisibilité - La démarche citoyenne est encore faible car un certain nombre d'associations raisonnent en fonction d'appartenance ethnique - Dénoncer les nationalismes et fondamentalismes de tout bord. - Nécessité de reconstruire les infrastructures économiques et sociales : ne pas perdre de temps si nous voulons pouvoir vivre ensemble	- 1500 ONG existe au Monténégro - Un travail en cours sur les questions écologiques - Un texte de loi sur les associations a fait l'objet de négociations entre le Gouvernement et la société civile qui a pu y contribuer

<sup>4</sup> Précision : il s'agit d'éléments recueillis auprès des ONG rencontrées en décembre 2001. Ce n'est pas forcément le point de vue général des ONG du pays concerné.

<b>Préoccupations Et priorités</b>	<b>Croatie</b>	<b>Bosnie-Herzégovine</b>	<b>Monténégro</b>
- Développer une culture de la paix	- Travail de sensibilisation auprès des gens et des jeunes recrues (en particulier à une alternative aux violences). - Travail éducatif destiné aux enfants et aux jeunes sur les questions de la non-violence et du respect de l'altérité.	- Des actions de monitoring pour renforcer la résolution des conflits et développer une culture de la paix dans toute la société. Mise en réseau horizontal pour partager des expériences et démultiplier la démarche. L'idée d'ensemble est de transformer cela en attitude concrète dans la vie au quotidien.	Un travail sur la société civile est en cours et se développe sur la base de l'éducation civique et non violente (90 % des ONG fondées en opposition à la guerre).
Point de vue sur les accords de paix	Besoin de réviser les accords de Dayton ; - Abolir les visas entre les républiques de l'ex-Yougoslavie	Les accords de Dayton ont figé la situation issue de la guerre - absurdité des visas entre les pays issus de l'ex-Yougoslavie	
Point de vue sur le Pacte de stabilité	Opacité de la structure, tout comme sur celles de l'Union Européenne. Sentiment que seuls des projets de type humanitaire et limités dans le temps sont pris en compte.	- Inefficacité du pacte pour les populations civiles et n'a pas généré la conscience de développement nécessaire pour structurer la vie économique et sociale	
Point de vue sur l'OSCE	Programmes limités à l'éducation	Les ONG se sentent limités sur les seuls programmes humanitaires et de courte durée.	
Réflexions autour de la société civile	- Rôle critique et correctif du pouvoir - Rôle à jouer pour recréer le dialogue entre les gens	Besoin d'avoir un caractère multiethnique dans les associations pour que la société civile puisse contribuer à une citoyenneté	Porter les valeurs de vie et appeler à une issue sans violences du référendum
Mise en réseau	Intérêt pour la démilitarisation de la Méditerranée	Actions pour la résolution des conflits et pour une culture de la paix par la démultiplication des expériences	Actions pour la résolution des conflits et pour une culture de la paix par la démultiplication des expériences

<b>Préoccupations et priorités</b>	<b>Voïvodine</b>	<b>Serbie</b>
- Rapports entre les républiques ou régions issues de l'ex-Yougoslavie	- Développer le dialogue inter-ethnique et inter-religieux - Volonté d'autonomie face au centralisme de Belgrade	- Nécessité de réviser les manuels d'histoire - Regarder par rapport aux autres, pas seulement par rapport à soi
Contrôle civil de l'armée et projet de démilitarisation	- Projet " Adieu aux armes " et demande de démilitarisation de la région. Ce processus permettrait de revitaliser économiquement la région - Faire un premier pas pour permettre l'objection de conscience	- Besoin du contrôle civil sur l'armée et le budget militaire. - Démilitarisation de la conscience de la population
Droits humains	- Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes	- Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes - Des actions solidaires en direction des réfugiés et déplacés (700 dénombrés) - Organisation de centres d'études et universitaires indépendants des pouvoirs.
Participation de la société civile à la vie publique et aux questions de développement.	- Développer une société civile basée sur un rapprochement avec les populations ; nécessité de rendre transparent et intègre le fonctionnement des associations. - développer des actions sur l'écologie	- 16000 ONG existent et une structure d'échange avec des ONG internationales est en place. - Pas de démocratie sans démocrates et sans une société civile forte et indépendante des pouvoirs. - Besoin d'une loi structurant la société civile.

<b>Préoccupations Et priorités</b>	<b>Voïvodine</b>	<b>Serbie</b>
- Développer une culture de la paix	- Développer le dialogue inter-ethnique et inter-religieux - Volonté d'autonomie face au centralisme de Belgrade	- Les ONG travaillent en direction d'une éducation civique et non violente, en particulier en direction de la jeunesse.
Point de vue sur les accords de paix	- Projet " Adieu aux armes " et demande de démilitarisation de la région. Ce processus permettrait de revitaliser économiquement la région - Faire un premier pas pour permettre l'objection de conscience	- Reconnaître les frontières pour pouvoir les gommer dans les rapports entre les pays issus de l'ex-Yougoslavie
Point de vue sur le Pacte de stabilité	- Une campagne est en cours sur les violences sexuelles subis par les fillettes et les jeunes femmes	- Souhait de participer à l'intégration européenne et de bénéficier du Pacte de stabilité.
Point de vue sur l'OSCE	- Développer une société civile basée sur un rapprochement avec les populations ; nécessité de rendre transparent et intègre le fonctionnement des associations. - développer des actions sur l'écologie	Des contacts mais qui ne débouchent sur rien de concret
Réflexions autour de la société civile	- Développer des valeurs éthiques et prendre en compte l'environnement	- Rendre la société civile plus lisible et plus visible
Mise en réseau	- Actions pour la résolution des conflits et pour une culture de la paix par la démultiplication des expériences	- Actions pour la résolution des conflits et pour une culture de la paix par la démultiplication des expériences - démilitariser les consciences

Fait le 6 mars 2002.